

Nouvelles locales du vendredi 29 octobre 2010

@rib News, 29/10/2010 | Justice / Droits de l'Homme- Trois journalistes de la Radio Publique Africaine, Domitille Kiramvu, Raymond Zirampaye et Bonfils Niyongere, ont comparu jeudi devant le substitut du procureur de la ville de Bujumbura. Ils étaient convoqués sur plainte du maire de la ville de Bujumbura qui accusait la dite radio de calomnie et outrage envers le numéro un de la capitale. (Rpa/Isanganiro/Bonesha/Abp)

- Des sources proches du substitut du procureur de la ville de Bujumbura avaient annoncé ce jeudi vers midi qu'un mandat d'arrêt à l'encontre de Domitille Kiramvu était signé pour la conduire directement à la prison de M. Cependant, les choses ont changé malgré que la police ait montré ces intentions en se déployant autour de la journaliste. Vers 15 h 30 minutes, les trois journalistes ont été libérés. A leur sortie, ils étaient attendus par une foule qui applaudissait devant le parquet de la justice de Bujumbura. (Rpa/Bonesha)- Un paysan qui était sur les lieux qui était venu pour voir qui ressemble Mme Domitille Kiramvu, a laissé entendre qu'il voulait juste voir Domitille Kiramvu et l'encourager. « Il y a peu de gens qui disent la vérité comme cette femme et si le Burundi avait au moins une personne sur chaque colline disant la vérité comme Kiramvu, le Burundi ne serait pas comme il est », a souligné ce paysan qui était venu des montagnes surplombant la ville de Bujumbura, pour soutenir les journalistes devant le parquet de la justice à Bujumbura. (Rtr)- Lors de ces interrogatoires, le parquet de la justice de Bujumbura était presque fermé et personne n'avait le droit d'y entrer pendant que Kiramvu et ses confrères attendaient à l'intérieur de ce bâtiment d'ici-général du FORSC, un collectif des associations pour le renforcement de la société civile au Burundi, a voulu entrer dans la salle d'audience pour suivre l'interrogatoire mais s'est heurté à la police qui avait bloqué toutes les entrées du parquet. Selon Pacifique Nininahazwe, ces investigations avaient quelque chose de particulier car, a-t-il estimé, même le droit d'entrer dans ces locaux de la justice avait été limité, alors que d'autres personnes ont besoin des services de justice. (Rtr/Bonesha)- Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana a accusé le président de l'APRODH de violer les règles en vigueur au Burundi, en voulant se substituer à la justice. « Le président de l'APRODH accuse les gens gratuitement d'avoir commis des crimes alors qu'il n'a même pas le droit de les accuser », a regretté le ministre Nduwimana, qui va jusqu'à jurer que même les sanctions seront prises. « Ce n'est pas au président de l'APRODH d'accuser les gens car il y a la justice qui doit le faire », a ajouté le ministre Nduwimana. (Isanganiro)- Selon le président de la Fondation Intahe du Burundi, l'Ambassadeur Balthaza Habonimana, le président de l'APRODH devrait plutôt être remercié et surtout encouragé pour ses « uvres combien louables de ces derniers jours. Il regrette que des cadavres soient découverts ici et là sans pour autant faire des enquêtes pour en connaître les raisons et les meurtriers. Il déplore en plus que le pays connait actuellement certaines personnes qui semblent ne pas se soucier du bien-être de la population en minimisant les malheurs liés à la sécurité que celle-ci connaît actuellement. (Isanganiro)- De son côté, le président de l'Observatoire de la Presse Burundaise (OPB) Innocent Muhozi, a fait un clin d'œil au ministre de l'Intérieur, il veut que tout reste caché, que même si l'APRODH se taisait un jour, les autres vont parler et lui propose d'accepter ses conseils plutôt que de chercher à orchestrer les menaces contre la société civile. (Isanganiro) Sécurité- « Les militaires burundais opérant en Somalie dans le cadre de la Mission de l'Union Africaine sont comme une bénédiction pour la Somalie », a souligné une Somalienne à la Télévision Nationale du Burundi (Rtnb) qui venait de visiter il y a quelques jours les militaires burundais en Somalie. Les militaires burundais du cadre de l'AMISOM ont installé une clinique militaire en plein cœur de Mogadiscio, une clinique qui possède les moyens de soigner la malaria, les blessés légers ou graves et un service de maternité pour les femmes somaliennes. Cette Somalienne qui salue la présence militaire de l'AMISOM et surtout les militaires burundais, a révélé à la télévision nationale burundaise qu'il faisait longtemps sans que les somaliennes accouchent dans une clinique, après près de 20 ans de guerres dans presque tout le pays. (Rtnb)- Un des responsables militaires burundais le Colonel Aloys Sindayihebura a fait savoir que l'accalmie est revenue sur un grand étendu de la capitale somalienne. « Avant c'était difficile suite aux attaques des insurgés islamistes et leurs attaques », a laissé entendre le Colonel Sindayihebura qui estime que l'AMISOM et surtout les militaires burundais ne cessent de gagner du terrain au dépend des insurgés. Beaucoup d'autres uvres sont réalisées par les militaires burundais en mission de paix en Somalie. Ainsi, chaque jour 10.000 litres d'eau potable sont distribués à la population somalienne de Mogadiscio qui manquait de l'eau depuis près de 20 ans. Actuellement, un renfort de plus de 20.000 hommes serait nécessaire pour stabiliser complètement la ville de Mogadiscio, car les militaires burundais occupent que 8 positions dans cette vaste ville ruinée par les bombes et les rockets de certains des responsables, spécialement les Al Shebab. (Rtnb)